

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 05/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS FAURE

Z.I de la Mouche
24 Rue de la Mouche
69540 Irigny

Références : D-1209-MRT-2023
Code AIOT : 0006407748

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2023 dans l'établissement SAS FAURE implanté Z.I de Vaïne 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 07/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS FAURE
- Z.I de Vaïne 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006407748
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FAURE COLLECTE D'HUILES exploite depuis 2012 sur la commune de Berre l'Etang (13130) un établissement de collecte et de stockage d'huiles usagées avant envoi vers les centres de traitement agréés.

Le site est classé au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sous le régime de l'autorisation, et régi par un arrêté préfectoral du 10 juin 2010.

Depuis 2022, l'activité du site a été transférée sur une nouvelle parcelle située dans l'emprise du site pétrochimique de Berre, dont l'exploitation est régie par l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2021.

Le site est classé IED au titre de la rubrique 3550.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement du contenu du dossier de réexamen du BREF WT acté par APC du 25/08/2021;
- Récolement par sondage des prescriptions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	MTD1-Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2 I.2	/	Sans objet
2	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 10/09/2021, article 2.3	/	Sans objet
3	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 10/06/2010, article 7.5.5.1	/	Sans objet
4	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 10/09/2021, article 2.4	/	Sans objet
5	MTD1-Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2 I.5	/	Sans objet
6	MTD1-Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2 I.5	/	Sans objet
7	Gestion des huiles usagées	Code de l'environnement du 27/10/2021, article R543-9	/	Sans objet
8	Gestion des huiles usagées	Code de l'environnement du 27/10/2021, article R543-4	/	Sans objet
9	Gestion des huiles usagées	Code de l'environnement du 27/10/2021, article R543-5	/	Sans objet
10	Gestion des huiles usagées	Code de l'environnement du 27/10/2021, article R543-6	/	Sans objet
11	MTD2-Flux de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2 II.d	/	Sans objet
12	Traçabilité déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
13	Traçabilité déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
14	Conditions d'admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/06/2010, article 2.1.3.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
15	Traçabilité déchets	Code de l'environnement du 29/06/2023, article R541-43	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités du site sont inchangées suite à l'extension géographique sur la nouvelle parcelle.
Le site est exploité conformément à la réglementation en vigueur.
L'exploitant assure de manière satisfaisante la traçabilité des huiles usagées qu'il collecte chez différentes catégories de producteur de déchets avant envoi dans des centres de traitement agréés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD1-Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2 I.2
Thème(s) : Autre, Politique environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants : 1. Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ; 2. Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ; 3. Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement ; (...) Constats : L'exploitant s'appuie sur le référentiel de certification de services activité de ramassage agréé d'huiles usagées de 2002 (SME re-rhu-04). Ce référentiel métier est en révision aujourd'hui suite à l'évolution de la réglementation et de la mise en place en 2022 du nouvel éco-organisme de la filière des huiles minérales "CYCLEVIA". L'exploitant dispose par ailleurs d'indicateurs pour la gestion de sa production.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2021, article 2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un poteau incendie est situé à moins de 100 m du site permettant de fournir un débit minimal de 180 m3/h pendant deux heures, - un stock d'émulseur implanté à l'entrée du site en deux packs transportables de 1 000 l chacun, - des extincteurs en nombre suffisant, répartis sur l'ensemble du site, notamment : - un extincteur à poudre placé au niveau de chaque poste de chargement/déchargement, - un extincteur dans le hangar de rangement, - un extincteur dans les vestiaires, - un extincteur dans les locaux administratifs.
<p>Constats : L'exploitant dispose sur son site des moyens incendie suivants: - 1 RIA 10 m3/h branché sur le réseau d'eau incendie du voisin LyondellBasell (la vanne d'alimentation en eau incendie située sur la propriété de LyondellBasell est considérée comme normalement ouverte et bloquée dans cet état par LyondellBasell). - 1 poteau incendie 598 m3/h situé en limite de propriété de LyondellBasell, alimenté par le réseau d'eau incendie de LyondellBasell- des extincteurs répartis sur tout le site (zone de stockage cuve (x2), bureaux (x2), atelier (x1), vestiaires (x1)- une alarme incendie située à l'entrée du local administratif- un stock d'émulseurs 2 GRV de 1000 litres. Une convention de mise à disposition de moyens d'intervention et de secours aux blessés a été signée le 28/04/2023 entre les sociétés FAURE et LyondellBasell. Celle-ci a pour objet de définir les conditions dans lesquelles LyondellBasell accepte de porter assistance à FAURE pour la protection contre l'incendie, l'intervention sur fuite, le secours aux blessés et aux personnes en danger sur les installations de son site de Berre. La convention couvre également la fourniture d'eau incendie. L'exploitant procède annuellement à une vérification de ses moyens incendie. La dernière maintenance annuelle a été réalisée le 21/03/2023 par la société S.I.A Sécurité Incendie, cf. rapport de maintenance référencé C20230219a-IN 23 4194 du 14/04/2023.Ce rapport mentionne la nécessité de remplacer l'extincteur dans le local TGBT. L'exploitant a transmis par courriel du 28/04/2023 le bon de commande associé.L'exploitant a transmis par courriel du 09/05/2023 le dernier PV de contrôle du poteau incendie LYDB N°711 (vérification datée de 09/2022) - RAS. L'état des bornes est suivi par le service intervention de LyondellBasell.</p>
Observations : L'exploitant justifiera sous 15 jours du remplacement de l'extincteur dans le local TGBT.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2010, article 7.5.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Intervention Interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir, sous sa responsabilité, et en accord avec les services de prévention de Berre l'Etang, un Plan d'Intervention Interne (PII) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénari dans l'étude de dangers. La SAS Faure Collecte d'Huiles est située dans le périmètre Z2 de la société LyonDellBasell qui est un établissement classé SEVESO. A ce titre, elle doit mettre en œuvre pour son personnel, en cas d'alerte de la société LyonDellBasell, les mêmes dispositions sécuritaires, adaptées à son cas. Le PII prend en compte les phénomènes dangereux induits par lyondellBasell et définit les moyens d'alerte, d'intervention, voir d'évacuation du site dans le cas d'un déclenchement du POI de LyondellBasel. Elle affichera de manière visible dans ses locaux la signification des alertes fournies par la société voisine (LyonDellBasell). Une fois par an, la direction de la société Faure Collecte d'Huile s'assurera que les informations affichées correspondent à la dernière mise à jour faite par la société qui génère le périmètre de sécurité. Au moins une fois par an, la direction de la société Faure Collecte d'Huiles validera avec l'ensemble du personnel que les mesures affichées sont connues et comprises par l'ensemble du personnel et chaque nouvel arrivant, sera tenu informé de la même manière. Un exemplaire du PII doit être disponible sur le site en permanence et le numéro d'urgence en dehors des heures ouvrables affiché à l'entrée.
Constats : L'exploitant a mis à jour le PII suite à son déménagement sur la nouvelle parcelle de Berre (version 2 du 02/05/2023). Le PII décrit le plan d'alerte et les procédures rattachées (alarme des personnels, alerte des services de secours, information des populations et des établissements voisins) sur la base des scénarii issus du dossier de PAC "modifications d'exploitation liées au projet d'extension géographique des activités du site de Berre L'Etang" version du 28/01/2021. Le PII fait état des consignes de sécurité spécifiques à LyondellBasell et renvoie à une procédure établie par LyondellBasell qui décrit la conduite à tenir en cas de sinistre (Rev2 du 12/07/2022 référencée BER/GEN/CS 100). Les consignes de sécurité ont été mises à jour en date du 25/04/2023 et affichées sur site (cf courriel du 28/04/2023). Il n'y a jamais eu d'exercice réalisé en commun avec LyondellBasell mais la convention nouvellement signée avec LyondellBasell prévoit la réalisation d'un exercice par an. L'exploitant prévoit une journée de formation pour son personnel suite à la dernière mise à jour du PII. Tous les chauffeurs ont leur ADR et savent manipuler les extincteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2021, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - les eaux pluviales de toiture sont dirigées vers le collecteur pluvial de la plateforme pétrochimique de Berre sans traitement via un bassin tampon de 116 m3 ; - les eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées sont collectées et dirigées vers un bassin tampon de 36 m3, puis après traitement par un séparateur d'hydrocarbures sont dirigées vers le bassin de 116 m3 susvisé avant rejet dans le collecteur pluvial de la plateforme pétrochimique de Berre. Des vannes permettent d'isoler ce réseau du collecteur de la plateforme en cas d'incendie ou de déversement accidentel.
Constats : Présence sur site des deux bassins tampons de 36 m3 et 116 m3, chacun équipé d'une vanne de fermeture. Existence d'une consigne pour la manipulation des deux vannes d'arrêt (Procédure Berre - Version 2023-04-25)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : MTD1-Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2 I.5
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien séparateur hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération : a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ; b) Mesures correctives et préventives ; c) Tenue de registres ; d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;
Constats : Le dernier nettoyage du séparateur hydrocarbures a été fait par la société FAP en avril 2023, réceptionné Trackdéchets non encore établi. L'exploitant a justifié du précédent nettoyage du séparateur fait le 12/12/2022 -> cf réceptionné Trackdéchets du 12/12/2022 (boues prises en charge par ORTEC).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : MTD1-Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2 I.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération : a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ; b) Mesures correctives et préventives ; c) Tenue de registres ; d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;
Constats : Le dernier contrôle des rejets aqueux du site (1 point de rejet) a été fait le 11/10/2022 par DEKRA, cf rapport N°11720882/2201 - 1/1 m00 du 02/11/2022. Les résultats sont conformes pour l'ensemble des paramètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Gestion des huiles usagées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/10/2021, article R543-9
Thème(s) : Situation administrative, Agrément
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsqu'il pourvoit à la gestion des déchets, l'éco-organisme passe des marchés dans les conditions prévues aux I et II de l'article L. 541-10-6 pour assurer la collecte sans frais des huiles usagées auprès de tout détenteur, y compris des collectivités territoriales ou de leurs groupements compétents en matière de collecte de déchets, ainsi que leur transport, leur régénération ou une autre opération de recyclage.
Constats : L'exploitant a justifié de son enregistrement auprès de l'éco-organisme CYCLEVIA pour son site de Berre depuis le 16/11/2022, cf attestation d'enregistrement du 07/12/2022, valable 3 ans. L'exploitant dispose par ailleurs d'un agrément pour le ramassage des huiles usagées dans le département daté du 02/11/2020, valable 5 ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion des huiles usagées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/10/2021, article R543-4
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les huiles usagées dotées de caractéristiques différentes sont collectées séparément les unes des autres ainsi que des autres déchets ou substances qui empêchent leur régénération ou une autre opération de recyclage fournissant des résultats d'ensemble sur le plan environnemental au moins équivalents à ceux de la régénération. Les huiles usagées ne sont pas mélangées avec d'autres déchets ou substances aux propriétés différentes y compris avec des huiles usagées dotées de caractéristiques différentes si un tel mélange empêche leur régénération ou une autre opération de recyclage fournissant des résultats d'ensemble sur le plan environnemental au moins équivalents à ceux de la régénération.
Constats : Les huiles collectées arrivant sur site sont regroupées dans 6 cuves de stockage aériennes de 85 m3 unitaires, avant valorisation dans des centres de traitement autorisés. Le transvasement de ces huiles est réalisé vers les cuves de 85 m3 après vérification des caractéristiques physico-chimiques du lot par le biais d'analyses réalisées avant départ du site d'origine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Gestion des huiles usagées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/10/2021, article R543-5
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Toute collecte d'huiles usagées fait l'objet d'un bon d'enlèvement par la personne réalisant sa collecte qui le remet au détenteur de ces huiles. Ce bon d'enlèvement indique notamment la quantité et la qualité des huiles usagées collectées. II.-Sur toute collecte d'huiles usagées, le collecteur-regroupeur procède contradictoirement au prélèvement de deux échantillons représentatifs avant tout mélange des huiles collectées. L'un de ces échantillons est conservé par le collecteur-regroupeur, l'autre est conservé, selon le cas, soit par le détenteur des huiles usagées, soit par leur collecteur jusqu'au traitement final du lot d'huiles usagées. Ces échantillons portent le numéro du bon d'enlèvement mentionné au I du présent article.</p> <p>III.-Toute opération de tri, transit ou regroupement de lots d'huiles usagées, ainsi que de traitement, est effectuée dans une installation relevant des dispositions du titre Ier du présent livre, ou dans toute autre installation réalisant ces opérations qui est située dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat tiers, dès lors que cette installation respecte des dispositions équivalentes à celles du titre Ier du livre V du présent code et de la présente sous-section.</p>
<p>Constats : Concernant la traçabilité des huiles collectées, un bordereau de prise en charge (= bon d'enlèvement) est édité à chaque chargement et comporte notamment :- Le nom et l'adresse du détenteur, le volume collecté, la date et le véhicule de collecte ;- La référence (code barre) de l'enlèvement ;- L'attestation de la prise d'un échantillon double (avec signature des deux parties) que chacune doit garder sur son site (sur le site de Berre, les échantillons sont conservés dans l'échantillothèque). Un numéro d'échantillon avec code barre est attribué par client. Le client peut ensuite se connecter sur le site internet de FAURE pour suivre le traitement de ses déchets. Pour les clients qui sont enregistrés sur Trackdéchets, il n'y a pas de bon d'enlèvement qui est édité. La signature du bordereau de suivi de déchets se fait de manière dématérialisée via Trackdéchets. Une fois les huiles usagées valorisées, l'établissement SAS FAURE Collecte d'huiles conserve une copie du formulaire attestant de leur valorisation et en délivre une au client. A compter de cette attestation, le producteur initial de déchets peut éliminer son échantillon qu'il avait gardé jusqu'à présent (idem pour FAURE). Aucun traitement n'est réalisé sur ces déchets sur le site de la SAS FAURE.cf. exemple d'attestation de prise en charge N°2022615 du 25/04/2023cf. exemple d'attestation de traitement Lot N°2022495 du 25/04/2023</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Gestion des huiles usagées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/10/2021, article R543-6
Thème(s) : Autre, Traçabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'assurer la traçabilité des huiles usagées et, le cas échéant, le soutien financier prévu à l'article R. 543-10, les collecteurs et les collecteurs-regroupeurs qui réalisent des opérations de gestion, au sens de l'article L. 541-1-1, des huiles usagées sont enregistrés auprès des éco-organismes ou des systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10.</p>
<p>Constats : cf PDC n°7attestation d'enregistrement du 07/12/2022 délivrée par la société CYCLEVIA, valable 3 ans à compter du 16/11/2022</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : MTD2-Flux de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2 II.d
Thème(s) : Autre, Système de gestion de la qualité des flux sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ce système contient des dispositions permettant d'assurer un traitement des déchets conforme au cahier des charges de l'installation. Dans le cas de produits normés, le système assure le respect des normes EN ou NF pertinentes. Ce système contient également des dispositions afin de contrôler et d'optimiser les performances du traitement des déchets.
Constats : Pour chaque lot de déchet en transit sur son site, l'exploitant délivre au client des attestations de prise en charge et de traitement. L'attestation indiquant : - la date du pompage ; - la durée du stockage sur le site de Berre L'Etang ; - le centre de traitement du produit ; - l'attestation de l'évacuation du produit. Cette attestation est archivée pendant 5 ans.Cf attestation de prise en charge - N° 2022615 du 25/04/2023 délivrée à DÉCHETTERIE DE PUYLOUBIER Cf attestation de traitement - Lot N° 2022495 du 25/04/2023 délivrée à BENNI AUTO - CG AUTO DEMOLITION
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Registre des déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre des déchets entrants sur son site. Le contenu est complet par rapport aux attentes de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 susvisé. Une copie du registre 2022 des déchets entrants a été transmis par courriel du 28/04/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Autre, Registre des déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : La traçabilité des déchets sortants est assurée par l'outil Trackdéchets. Une extraction du registre des déchets sortants a été faite pour l'année 2022 et transmise par courriel du 28/04/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Conditions d'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2010, article 2.1.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Déchets autorisés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Quantité annuelle d'huiles usagées autorisées : 6000 tonnes/an. L'origine géographique des déchets est majoritairement la région PACA. L'exploitant pourra le cas échéant accepter des déchets d'autres régions limitrophes, au regard, de l'obtention pour ces régions, des agréments relatifs à la collecte et le ramassage des huiles usagées prévus aux articles R.543-6 à R.543-11 du code de l'environnement.
Constats : Pour l'année 2022: 2629 t déchets dangereux admis et traités (code R13). donnée corrélée avec le registre des déchets entrants. Provenance des déchets majoritairement de PACA.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Traçabilité déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/06/2023, article R541-43
Thème(s) : Autre, Trackdéchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;
Constats : L'exploitant assure la traçabilité de ses déchets sur l'outil Trackdéchets (puis transmission automatique sur RNDTS), cf extrait pour l'année 2022 transmis par courriel du 28/04/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet